

La Cellule Économique de Bretagne vous propose ce document mensuel présentant d'une part le niveau actuel d'activité de l'ensemble de la filière Construction et, d'autre part, les perspectives pour demain, tant du côté de la commande publique que de la commande privée.

● ENVIRONNEMENT MACRO-ÉCONOMIQUE

D'après la dernière note de conjoncture de la Banque de France (début février 2023), « Malgré la succession des chocs externes, l'activité économique continue mois après mois à faire preuve de résilience. L'activité augmente de nouveau dans le secteur du bâtiment, notamment dans le second œuvre. Elle est principalement portée par les activités de rénovation énergétique, bénéficiant ainsi surtout au marché de l'ancien.

Les difficultés d'approvisionnement se replient légèrement dans le bâtiment en janvier (31% en janvier, contre 33% en décembre). Au niveau des difficultés de recrutement, elles restent élevées à 51% dans l'ensemble des secteurs, y compris le secteur du bâtiment, mais en recul graduel depuis leur pic de septembre 2022.

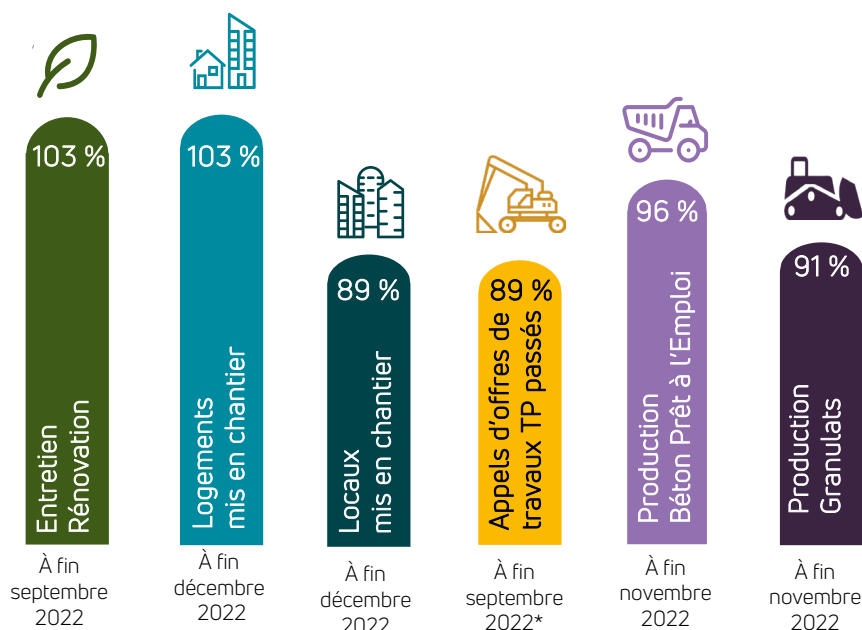
D'après la dernière enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie du bâtiment de l'INSEE (février 2023), l'opinion des entrepreneurs du bâtiment sur leur activité future est stable, et se maintient au-dessus de sa moyenne de longue période. Les entrepreneurs sont en outre un peu moins nombreux que le mois précédent à juger qu'il est difficile de prévoir l'évolution de la situation de leur entreprise. Compte tenu de leurs effectifs, les entrepreneurs du bâtiment estiment que leurs carnets de commandes leur assurent 8,8 mois de travail, une durée stable elle aussi par rapport au mois précédent. Enfin, les chefs d'entreprise sont bien moins nombreux que le mois précédent à annoncer qu'ils augmenteront leurs prix au cours des trois prochains mois. Le solde d'opinion correspondant se replie nettement et atteint son niveau le plus bas depuis mars 2022.

● VUE D'ENSEMBLE FILIÈRE CONSTRUCTION EN BRETAGNE

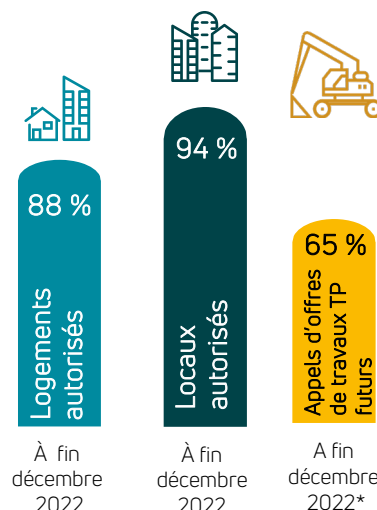
Niveau d'activité 2022 cumul 12 mois sauf * mois 2022 par rapport à la moyenne des même mois 2018-2019.

Unité : taux d'avancement | Traitement : Cellule Economique de Bretagne | Sources : SDES, GIE Réseau des CERC, FRB, FRTP, UNICEM, Vecteur Plus

Niveau d'activité aujourd'hui



Perspectives d'activité pour demain



Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

● Activité entretien-rénovation

+ 3,4 % de l'activité entretien-rénovation au 3^{ème} trimestre 2022 par rapport au 3^{ème} trimestre 2021

Au 3^{ème} trimestre 2022, l'activité entretien-rénovation en Bretagne reste correctement orientée : + 3,4 % globalement par rapport au 3^{ème} trimestre 2021. La hausse est plus importante sur le marché des bâtiments non résidentiels : + 5,2 % contre + 2,9 % sur celui des logements.

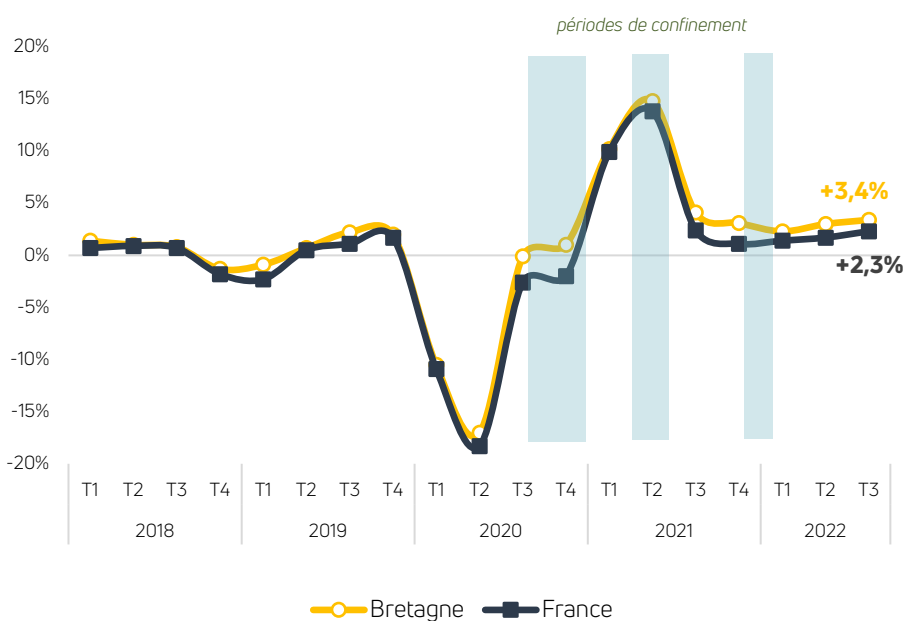
Les évolutions régionales restent également meilleures que celles au niveau national (+ 2,3 %). Ce trimestre, la région Bretagne est la première région où l'activité entretien-rénovation progresse le plus fortement, suivie à égalité des régions Centre-Val de Loire et Nouvelle-Aquitaine.

+ 3,0 % de l'activité entretien-rénovation
Cumul 12 mois à fin sept. 2022

Sur 12 mois glissants, à fin juin 2022, l'activité entretien-rénovation progresse de 3,0 % en Bretagne. contre + 1,6 % au niveau national.

Évolution de l'activité entretien-rénovation Bâtiment (en volume)

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : FFB - Enquête Cellule Economique de Bretagne, Réseau des CERC

● Les éco-prêts à taux zéro

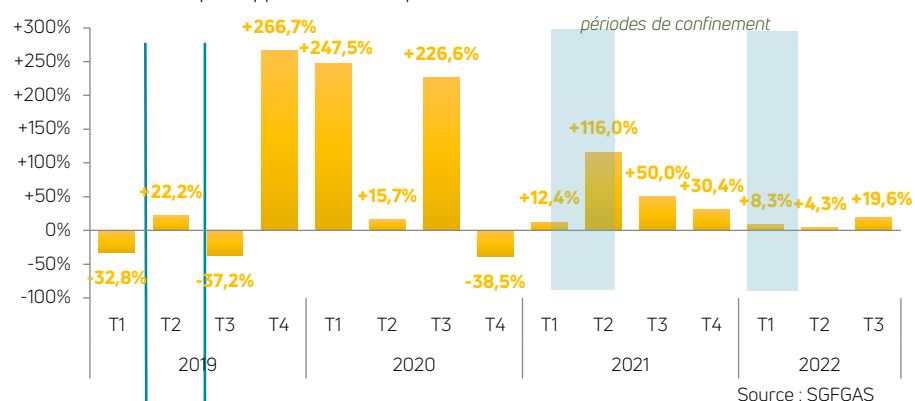
+ 19,6 % d'éco-prêts émis au 3^{ème} trimestre 2022 par rapport au 3^{ème} trimestre 2021

1 719 éco-prêts à taux zéro (éco-PTZ) ont été émis au 3^{ème} trimestre 2022 en Bretagne contre 1 437 au 3^{ème} trimestre 2021.

NB : ce sont les modifications d'attribution des éco-PTZ intervenues au 1^{er} mars 2019 et au 1^{er} juillet 2019 (suppression bouquets de travaux, élargissement à tous les logements..) qui expliquent les évolutions importantes fin 2019 et en 2020.

Evolution des éco-prêts à taux zéro

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SGFGAS

Suppression conditions bouquets de travaux

Extension à tous les logts achevés depuis plus de deux ans, aux travaux d'isolation des planchers bas, durée d'emprunt uniformisée à 15 ans

● Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

● Les mises en chantier de logements neufs

**+ 2,5 % de logements
mis en chantier**

cumul 12 mois à fin déc. 2022

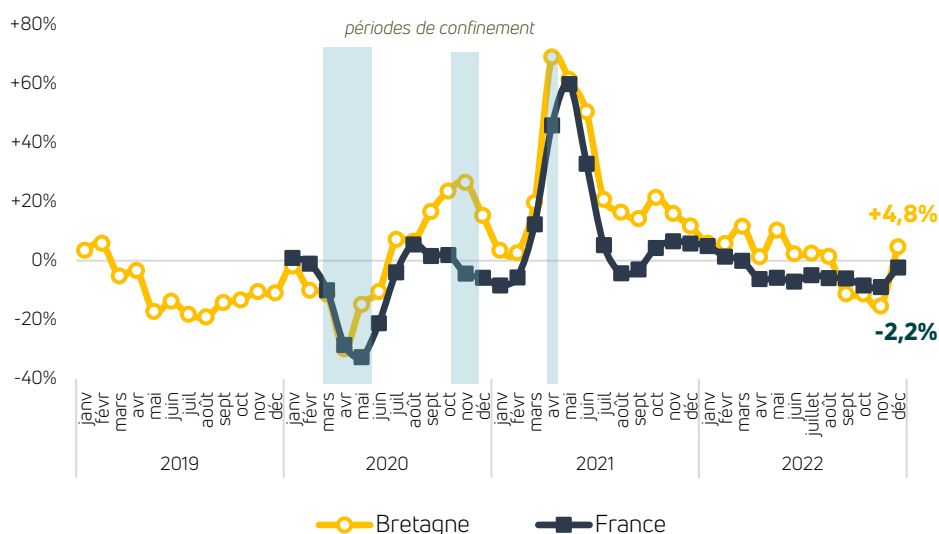
Au cours du 4^{ème} trimestre 2022 (octobre - décembre 2022), le nombre de logements mis en chantier est en augmentation de 4,8% en Bretagne par rapport à la même période de 2021, en raison uniquement du dynamisme du marché du logement collectif. Au niveau national, la situation reste dégradée depuis plusieurs mois (-2,2%).

En 2022, le nombre de logements mis en chantier est en augmentation (+2,5%) par rapport à 2021. Par marché, sur l'année 2022, l'activité a été portée par le marché de la maison individuelle pure (+2,3%, comme au niveau national, +4,6%), ainsi que par le marché du logement collectif (+3,6%). La production de logements individuels groupés liée à la promotion sociale et privée est par contre orientée à la baisse (-2,7%).

Au niveau national, le nombre de logements mis en chantier baisse (-3,7%) en 2022 par rapport à 2021.

Evolution du nombre de logements mis en chantier sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin décembre 2022

● Les mises en chantier de locaux neufs

**- 11,4 % de locaux
mis en chantier**

cumul 12 mois à fin déc. 2022

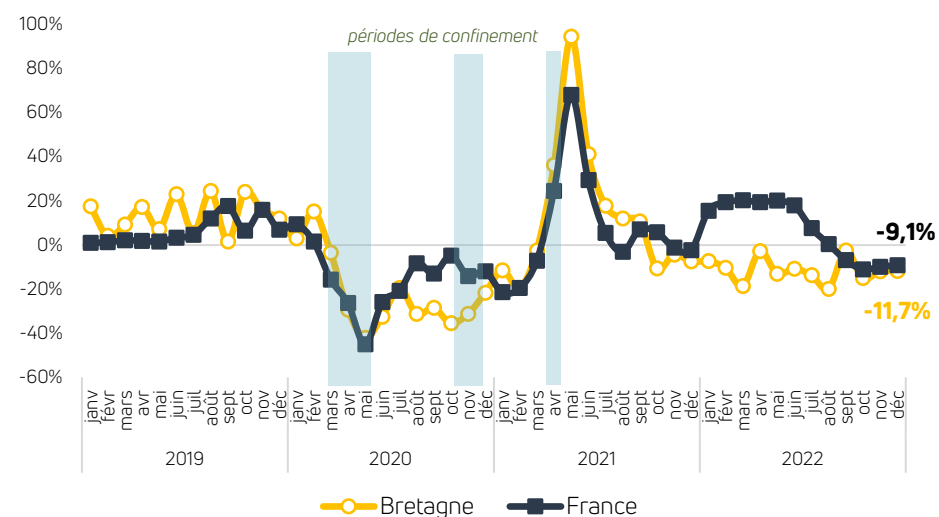
Au cours du 4^{ème} trimestre 2022 (octobre - décembre 2022), les surfaces mises en chantier restent orientées à la baisse en Bretagne (-11,7%) par rapport à la même période de 2021. Au niveau national, la situation continue à se détériorer (-9,1% par rapport à la même période de l'année précédente).

En 2022, le nombre de m2 de locaux mis en chantier est en baisse (-11,4%) en Bretagne par rapport à 2021 alors qu'il progresse de 5% au niveau national. La Bretagne occupe toujours l'avant dernière place des régions, juste devant la région Bourgogne-Franche Comté.

Les investissements sont en baisse, particulièrement sur le marché des bâtiments agricoles (-33,1%) et celui des équipements publics (-8,9%). Les investissements dans le secteur privé non agricole sont quasi stables sur un an, grâce au dynamisme sur les marchés des commerces, des entrepôts et des bureaux.

Evolution des surfaces mises en chantier de locaux sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte

● Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

● Opinion des chefs d'entreprise de TP sur leur activité

- 20 % de solde d'opinion sur l'activité du 4^{ème} trimestre 2022

L'opinion des chefs d'entreprise bretons sur leur activité au cours du 4^{ème} trimestre 2022 reste dégradée.

Dans le détail, au 4^{ème} trimestre, l'activité récente auprès des collectivités locales s'est fortement détériorée par rapport au 3^{ème} trimestre 2022.

Au niveau national, l'opinion des chefs d'entreprise sur leur activité des trois derniers mois s'améliore (+8 de solde d'opinion au 4^{ème} trimestre 2022). La Bretagne, avec quatre autres régions (Centre-Val de Loire, Normandie, Pays de la Loire et Occitanie), sont les régions à enregistrer un solde d'opinion négatif.

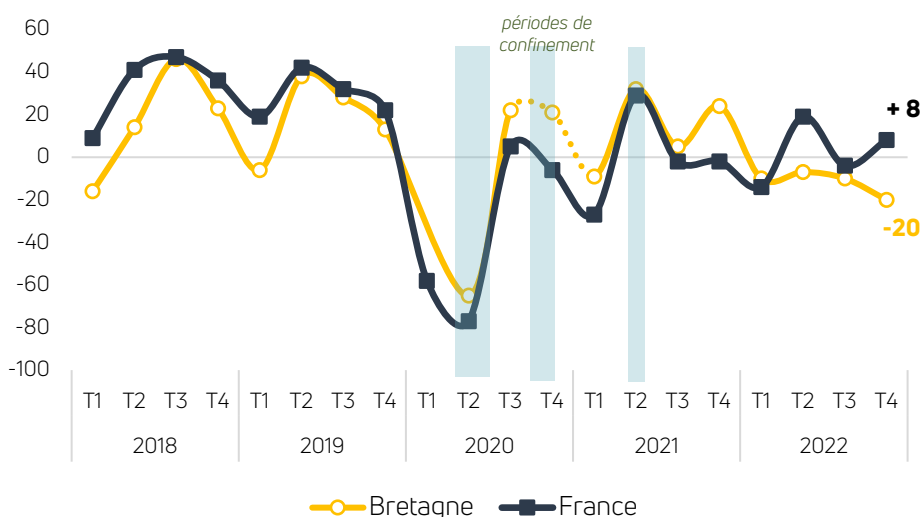
94 % des entreprises bretonnes de Travaux Publics estiment être limitées dans leur capacité de production à la fin du 4^{ème} trimestre 2022

En Bretagne, les principaux facteurs qui limitent la production sont :

- Comme au trimestre précédent, la pénurie de main d'œuvre qui pénalise fortement la production (pour 48 % des entreprises bretonnes au 4^{ème} trimestre 2022).
- L'insuffisance de la demande est citée comme 2^{ème} facteur limitant (47 %), devant les conditions climatiques (22 %). Les contraintes financières apparaissent également dans le classement des facteurs limitants (17 %).

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité du trimestre

Unité : solde d'opinion



Source : Enquête trimestrielle FNTP/ INSEE

Quel niveau d'activité aujourd'hui ? DANS L'INDUSTRIE DES CARRIÈRES ET MATÉRIAUX

Production de béton prêt à l'emploi (BPE)

**- 0,7 % de production de BPE
entre sept. et nov. 2022**

par rapport à la même période
de 2019

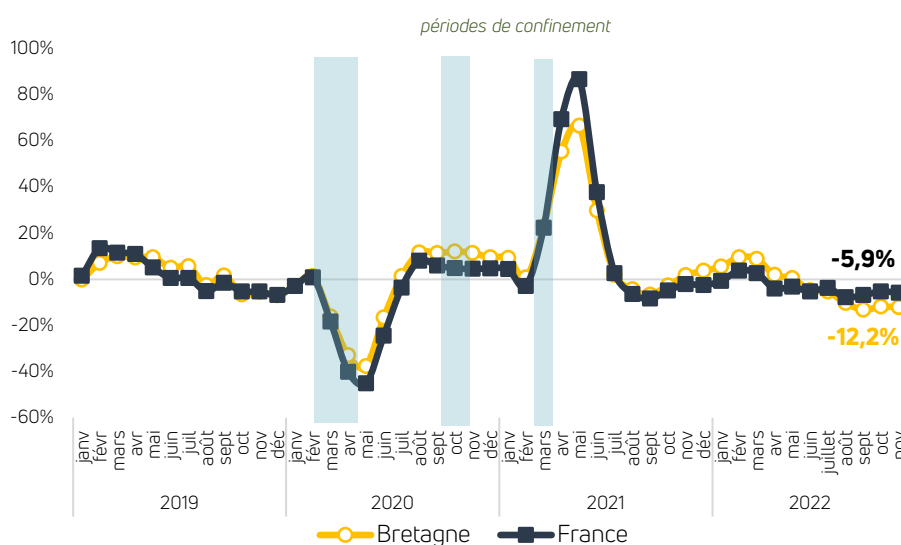
En Bretagne, la production de BPE s'est dégradée sur trois mois (de septembre à novembre 2022) par rapport à la même période de 2021 (-12,2%), plus fortement qu'au niveau national (-5,9%). Par rapport à septembre - novembre 2019, la production de BPE est légèrement inférieure (-0,7 % par rapport à la même période de 2019). La situation au niveau national est plus défavorable qu'en Bretagne (-3,8% par rapport à la même période de 2019).

**-3,7 % production de BPE
cumul 12 mois à fin nov. 2022**

À fin novembre 2022, sur 12 mois glissants, la production bretonne de BPE est en baisse par rapport aux douze mois précédents (-3,7%), comme au niveau national (-3,6%).

Evolution de la production de BPE sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

Production de granulats

**- 8,8 %
de production de granulats
entre sept. et nov. 2022**

par rapport à sept. - nov. 2019

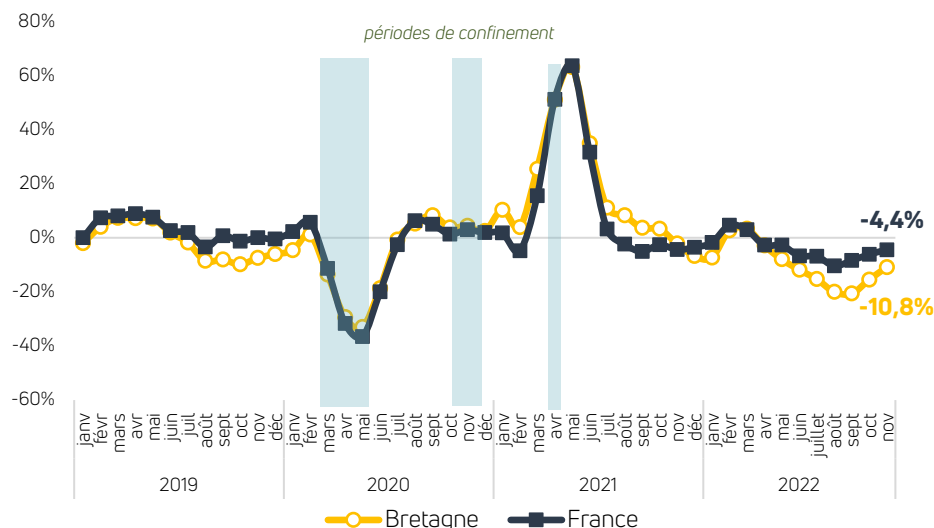
Sur 3 mois glissants, à fin novembre 2022, la production bretonne de granulats continue de baisser (-10,8% par rapport à la même période de 2021). Ce recul est plus important qu'au niveau national (-4,4 %). Par rapport à la même période de 2019, la production bretonne de granulats est inférieure aux niveaux d'avant-crise (-8,8%) plus qu'au niveau national (-5,7%).

**- 9,4 %
de production de granulats
cumul 12 mois à fin nov. 2022**

A fin novembre 2022, sur 12 mois glissants, la production bretonne de granulats enregistre un recul plus important (-9,4% par rapport aux douze mois précédents) que la production nationale (-3,7%).

Evolution de la production de granulats sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

L'EMPLOI

L'emploi salarié dans la Construction

**+ 7,7 % de salariés
dans la Construction au
3^{ème} trimestre 2022**

par rapport au 3^{ème} trimestre 2019

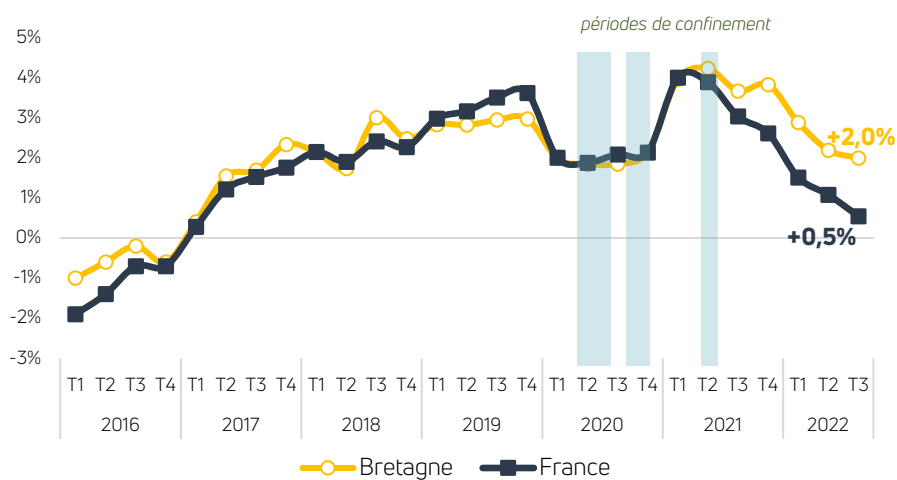
78 649 salariés ont été dénombrés à fin septembre 2022 dans le secteur de la Construction en Bretagne, soit une progression de 2 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2021.

Au niveau national, la progression est moins importante (+0,5%).

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2019, l'emploi salarié progresse fortement : + 7,7 % en Bretagne et + 5,8 % en France.

Evolution trimestrielle du nombre de salariés dans la Construction par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ACOSS - URSSAF (données cvs)

L'emploi intérimaire dans la Construction

**- 7,2 % d'intérimaires
dans la Construction
entre août et octobre 2022**

par rapport à la même période
de 2019

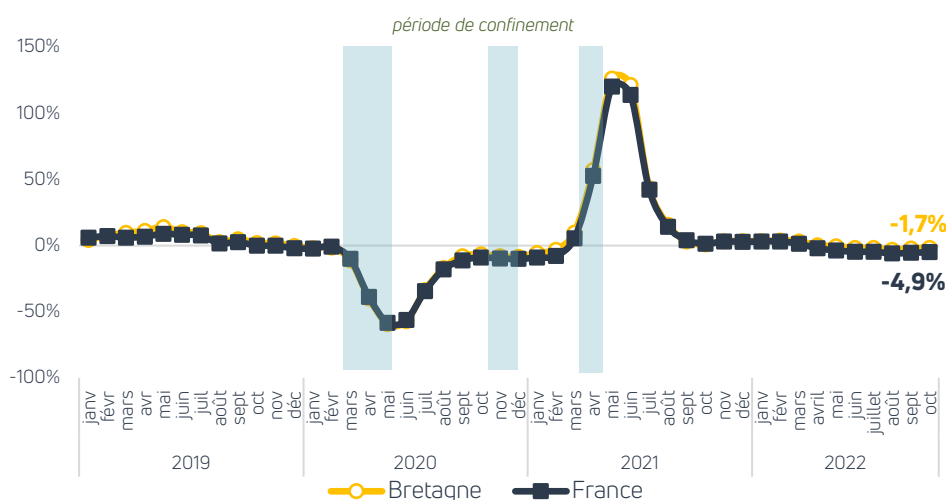
8 474 intérimaires en équivalent temps plein sont recensés dans le secteur de la Construction à fin octobre 2022 en Bretagne.

Après une stabilisation, l'emploi intérimaire dans le secteur de la Construction est en recul en Bretagne (-1,7% sur trois mois par rapport à la même période de 2021), baisse moins marquée qu'au niveau national (-4,9%).

Par rapport à la même période de 2019, l'emploi intérimaire reste bien en-deçà des niveaux d'avant-crise (-7,2%), moins qu'au niveau national (-12,5%).

Evolution du nombre d'intérimaires dans la Construction

Unité : 3 mois glissants, % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : DARES (données brutes)

Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

L'EMPLOI

● Déclarations préalables à l'embauche

+ 8,3 % de déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction au 3^{ème} trimestre 2022

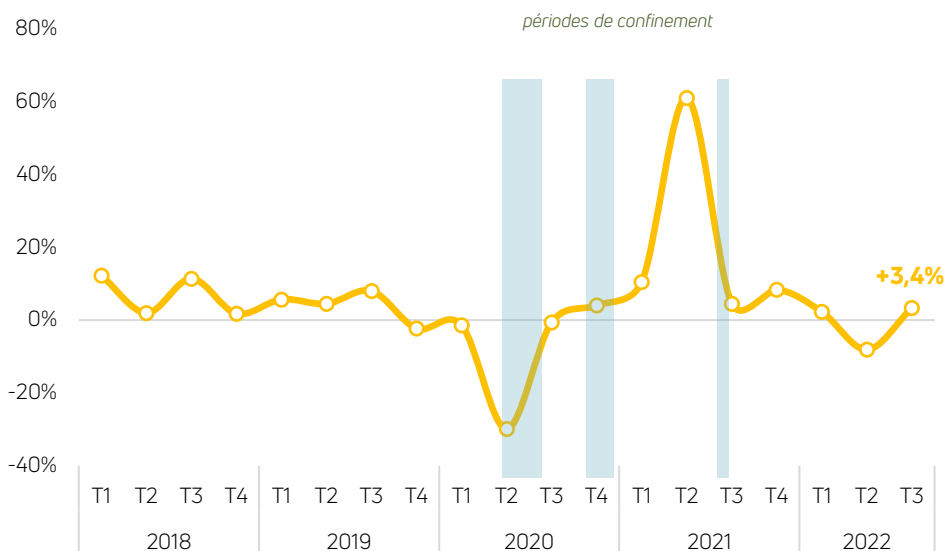
par rapport au 3^{ème} trimestre 2019

12 508 déclarations préalables à l'embauche ont été effectuées au 3^{ème} trimestre 2022, dont 41% pour des CDI. À noter qu'au 1^{er} trimestre 2022, les CDI représentaient une part plus importante des déclarations préalables à l'embauche (58%).

Les déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction augmentent au 3^{ème} trimestre 2022 par rapport au 3^{ème} trimestre 2021 (+3,4%) après une baisse au 2^{ème} trimestre 2022 (en lien avec le niveau très élevé de déclarations déposées au 2^{ème} trimestre 2021). Elles dépassent également leur niveau d'avant la crise sanitaire : +8,3 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2019, quel que soit le contrat.

Evolution trimestrielle du nombre de déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : URSSAF (données brutes)

● Demandeurs d'emploi

- 14,9 % de demandeurs d'emploi (cat. A) recherchant un métier Construction à la fin du 4^{ème} trimestre 2022

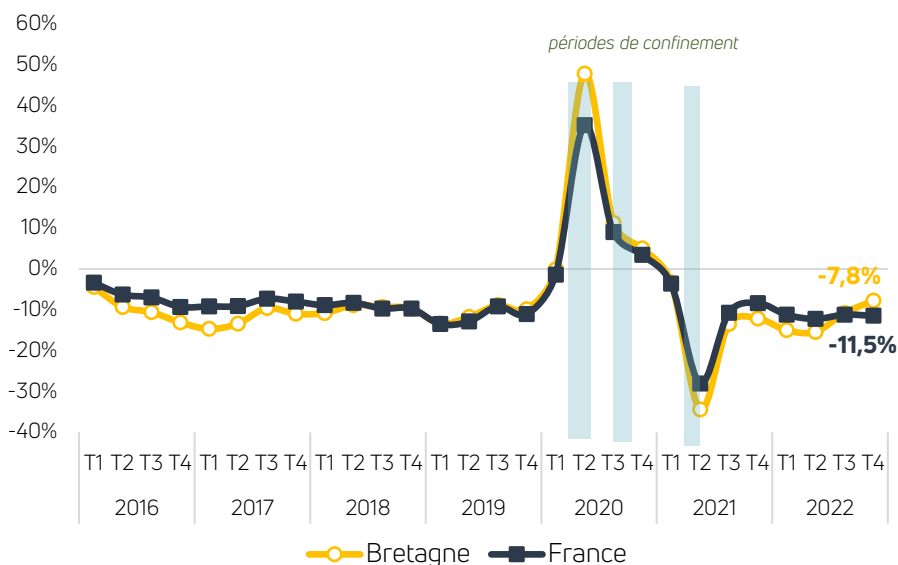
par rapport à fin 4^{ème} trimestre 2019

7 706 demandeurs d'emploi de catégorie A (n'exerçant aucune activité) recherchant un métier dans la Construction sont recensés en Bretagne à fin décembre 2022. Ce nombre de demandeurs d'emploi est inférieur à celui observé à la fin du 4^{ème} trimestre 2021 (-7,9%), baisse moins prononcée qu'au niveau national (-11,5%). Tous secteurs économiques, le nombre de demandeurs d'emploi est également en baisse, sur un rythme similaire à celui observé dans le secteur de la construction (-7,8%).

Par rapport à la fin du 4^{ème} trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi recherchant un métier Construction inscrits en Bretagne recule de 14,9 %, baisse moins importante que tous secteurs confondus (-16,8%).

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A dans la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail) (Données brutes)

Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

LA DYNAMIQUE DES ENTREPRISES

Créations d'entreprises

+ 32,1% de créations d'entreprises de la Construction au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

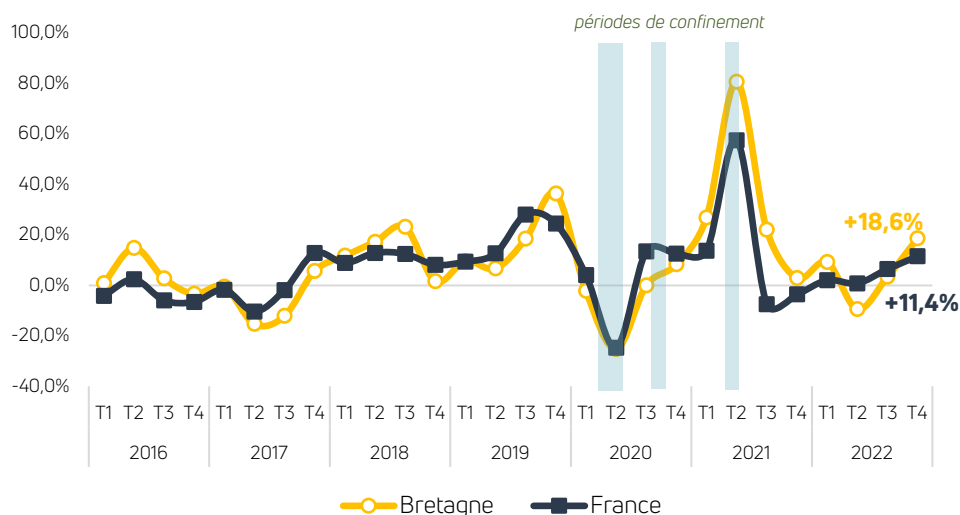
Au cours du 4^{ème} trimestre 2022, 987 créations d'entreprises ont été enregistrées en Bretagne dans le secteur de la construction, dont 50 % concernent des micro-entrepreneurs.

Ce nombre de créations est en augmentation par rapport à celui observé au 4^{ème} trimestre 2021 (+18,6%). Par rapport au 4^{ème} trimestre 2019, il a également augmenté de 32,1%.

Au niveau national, les créations d'entreprise au 4^{ème} trimestre 2022 sont également plus importantes qu'au 4^{ème} trimestre 2021 (+11,4%) et qu'au 4^{ème} trimestre 2019 (+20,8%).

Evolution trimestrielle des créations d'entreprises de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : INSEE (données brutes)

Défaillances d'entreprises

- 39,2% de défaillances d'entreprises au 3^{ème} trimestre 2022 par rapport au 3^{ème} trimestre 2019

La Banque de France recense 48 entreprises du secteur de la Construction sous le coup de procédures judiciaires au 3^{ème} trimestre 2022 en Bretagne.

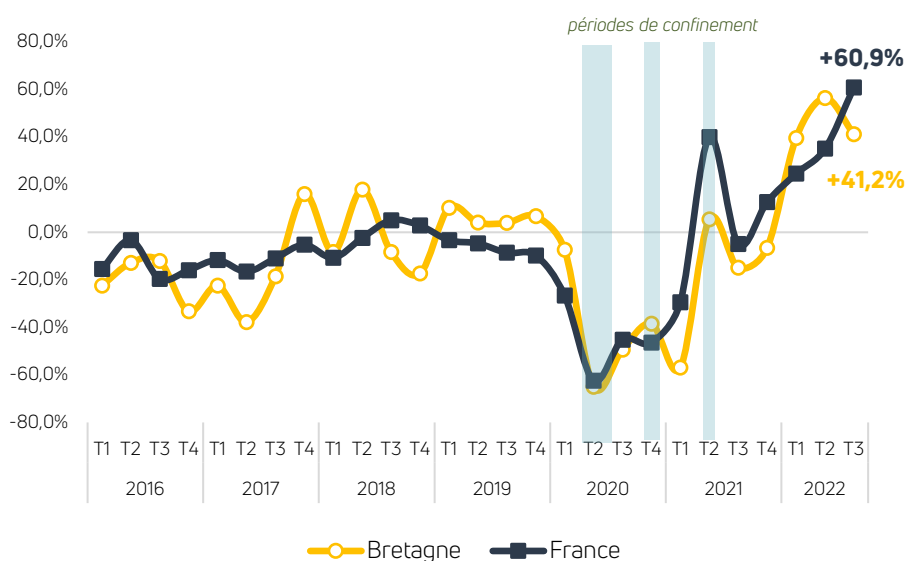
Par rapport au 3^{ème} trimestre 2021, le nombre de défaillances d'entreprises de la construction est en hausse de +41,2%. Au niveau national, cette hausse est plus prononcée (+60,9%) par rapport au 3^{ème} trimestre 2021.

Par rapport au 3^{ème} trimestre 2019, le nombre de défaillances est par contre en baisse de 39,2 %, plus fortement qu'au niveau national (-15,9%).

Du fait des mesures exceptionnelles mises en œuvre depuis le 2^{ème} trimestre 2020, le nombre de défaillances constatées reste à un niveau historiquement bas. Ainsi, les évolutions ne sont pas représentatives des difficultés économiques des entreprises de la filière construction.

Evolution trimestrielle du nombre de défaillances d'entreprises de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Banque de France (données brutes)

Quelles perspectives de relance pour la filière Construction ?

L'ACTIVITE DANS LE BÂTIMENT

Prévision d'activité sur le marché de l'entretien-rénovation

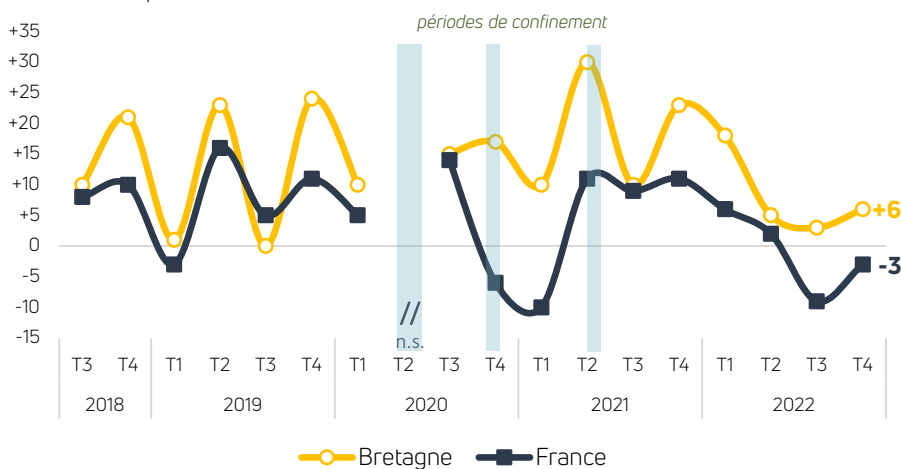
+ 6 : solde d'opinion sur l'activité prévue en entretien-rénovation pour le 4^{ème} trimestre 2022

Avec une part d'entreprises anticipant une hausse de leur montant de facturation plus importante qu'au trimestre précédent, le solde d'opinion de la Bretagne affiche un solde supérieur au niveau national (+6 contre -3).

Au niveau national, les perspectives sont toujours dégradées (-3 contre -9 au trimestre précédent). L'écart entre les soldes d'opinion aux niveaux régional et national se resserre (-9 contre -12 au trimestre précédent).

Prévision d'activité en entretien-rénovation

Unité : solde d'opinion



Evolution des carnets de commandes en entretien-rénovation

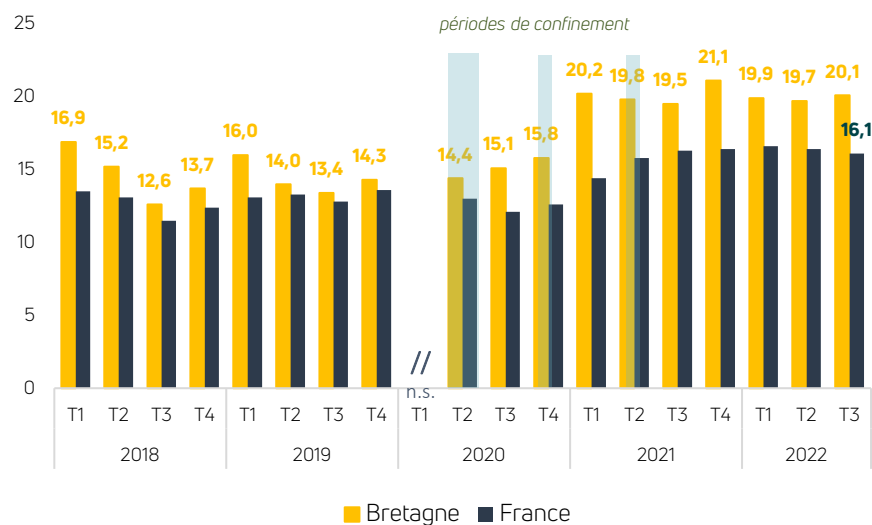
Des carnets de commandes en entretien-rénovation bien fournis à la fin du 3^{ème} trimestre 2022

A la fin du 3^{ème} trimestre 2022, les carnets de commandes en entretien-rénovation se stabilisent par rapport au trimestre précédent, représentant 20,1 semaines de travail garanties (contre 19,7 semaines au trimestre précédent). La Bretagne se place en tête des régions détenant des carnets de commandes supérieures au niveau national, suivie de près par la région Occitanie.

Sur la même période, les carnets de commandes se stabilisent également au niveau national (16,1 semaines contre 16,4 semaines au trimestre précédent).

Évolution des carnets de commandes en entretien-rénovation

Unité : nombre moyen de semaines



Source : FFB - Enquête Cellule Economique de Bretagne, Réseau des CERC

Quelles perspectives de relance pour la filière Construction ?

L'ACTIVITE DANS LES TRAVAUX PUBLICS

Prévision d'activité

- 45 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité future au 1^{er} trimestre 2023

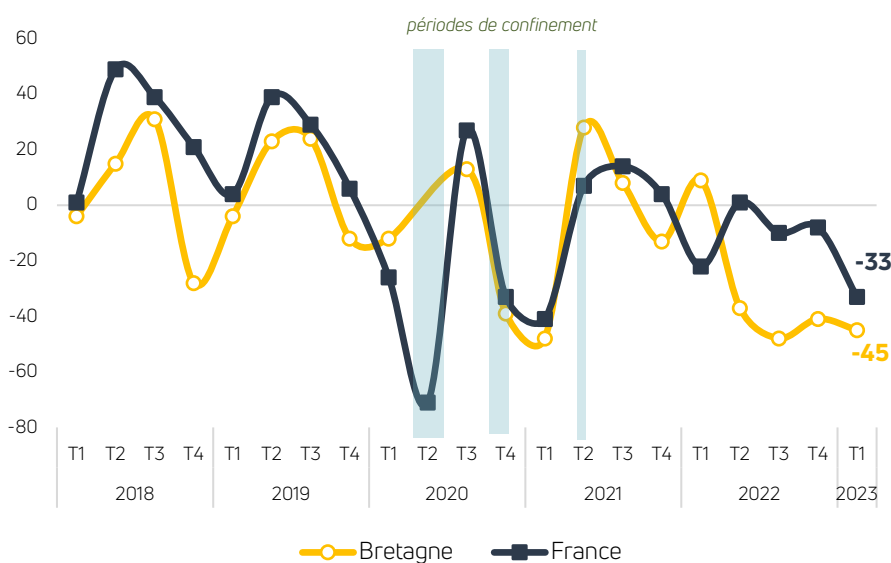
Les prévisions d'activité pour le 1^{er} trimestre 2023 restent à la baisse selon les chefs d'entreprise TP bretons (-45 de solde d'opinion). Ils sont plus nombreux qu'il y a trois mois à anticiper une baisse de leur activité plutôt qu'une hausse. Cette détérioration des opinions touche particulièrement l'activité avec les collectivités locales, où les chefs d'entreprise sont plus nombreux qu'il y a trois mois à anticiper une baisse de l'activité. Au niveau national, la situation est dégradée également pour le 1^{er} trimestre 2023 (-33 de solde d'opinion), mais moins fortement qu'en Bretagne.

+2 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leurs effectifs futurs

Les perspectives d'emploi augmentent à nouveau pour le 1^{er} trimestre 2023 (+2 de solde d'opinion contre -11 au 4^{ème} trimestre 2022).

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur leur activité future

Unité : solde d'opinion



Source : Enquête trimestrielle FNTPI/ INSEE

Evolution des carnets de commandes

4,2 mois de carnets de commandes à la fin du 4^{ème} trimestre 2022

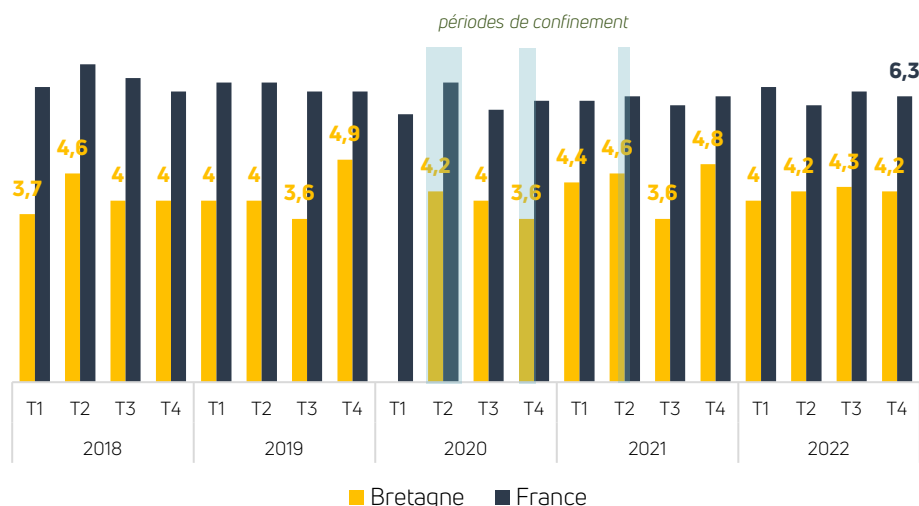
Les carnets de commandes des entreprises bretonnes de Travaux Publics s'établissent à 4,2 mois à fin décembre 2022. Par rapport au trimestre précédent, les carnets de commande sont quasi-stables. Au niveau national, ils sont toujours plus garnis qu'en Bretagne (6,3 mois).

Les carnets de commandes sont toujours jugés par les chefs d'entreprise TP bretons à un niveau inférieur à la normale. Cependant cette tendance s'améliore au 4^{ème} trimestre 2022 (-28 de solde d'opinion contre -34 au 3^{ème} trimestre 2022).

- 28 : solde d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leurs carnets de commandes au 4^{ème} trimestre 2022

Evolution des carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics

Unité : nombre moyen de mois de travail assuré



Source : Enquête trimestrielle FNTPI/ INSEE

Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

LA COMMANDE PUBLIQUE

La commande publique représente 50 % de l'activité totale dans les Travaux Publics et environ 20 % de celle du Bâtiment. Les appels d'offres sont annonciateurs des futurs chantiers pour les entreprises de la Construction. Il s'agit de leviers indispensables à l'activité économique du secteur de la construction dans les territoires.

Marchés de travaux de Bâtiment

-3,8 % de marchés de travaux publiés en octobre 2022

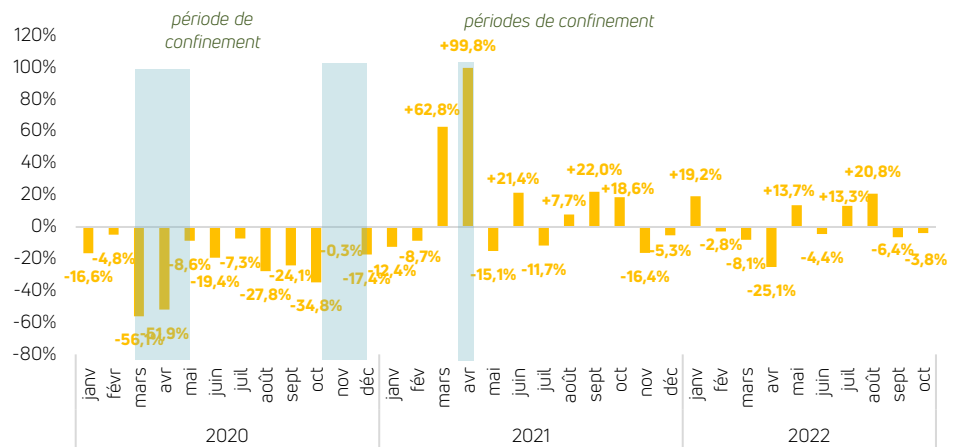
par rapport à octobre 2021

En octobre 2022, le nombre de marchés de travaux Bâtiment publiés est en baisse de 3,8% par rapport au mois d'octobre 2021.

Sur 12 mois glissants, à fin octobre 2022, le nombre de marchés de travaux Bâtiment publiés est en légère baisse (-2,7%) par rapport aux 12 mois précédents. Si on compare par rapport à la période mars 2019-février 2020, les marchés de travaux Bâtiment publiés n'ont pas retrouvé les niveaux d'avant la crise sanitaire (-16,2%).

Évolution mensuelle du nombre de marchés publiés pour des travaux de Bâtiment en Bretagne

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Vecteur Plus – traitement : Cellule Economique de Bretagne

Marchés de travaux de Travaux Publics

- 35,2 % d'appels d'offres remis en décembre 2022

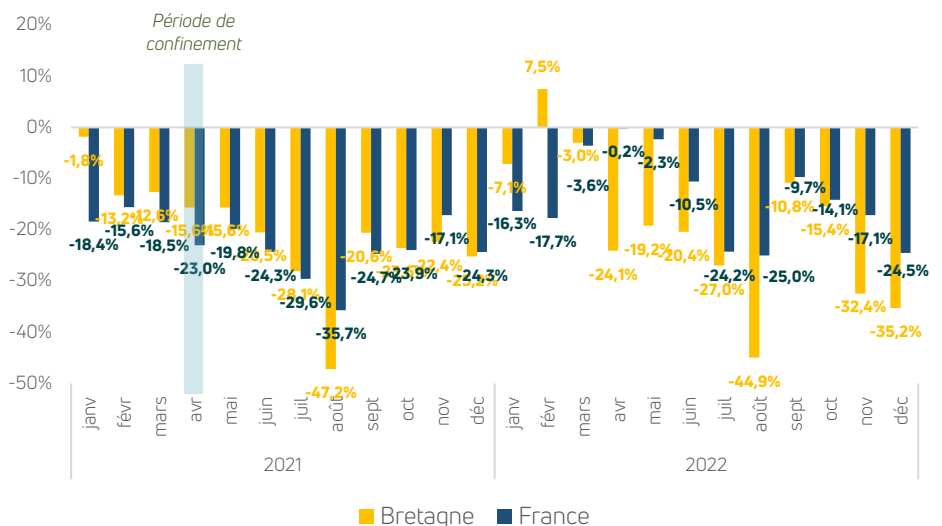
par rapport à la moyenne décembre 2018 et 2019

À fin décembre 2022, le nombre d'appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics est inférieur de 35,2 % à la moyenne des mois de décembre 2018-2019 en Bretagne (contre -24,5% au niveau national).

De janvier à décembre 2022, le niveau moyen des appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics en Bretagne est inférieur de 18,7 % à la moyenne de la même période des années 2018-2019. Au niveau national, cette baisse est plus marquée (- 23,0 %).

Evolution du nombre d'appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics

Unité : % d'évolution mois 2021 ou 2022 par rapport à la moyenne du même mois 2018-2019



Source : FRTP - Vecteur Plus

Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

LA COMMANDE PUBLIQUE

Marchés de maîtrise d'œuvre Bâtiment et Travaux Publics

+ 11,3 % de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP publiés en octobre 2022 par rapport à octobre 2021

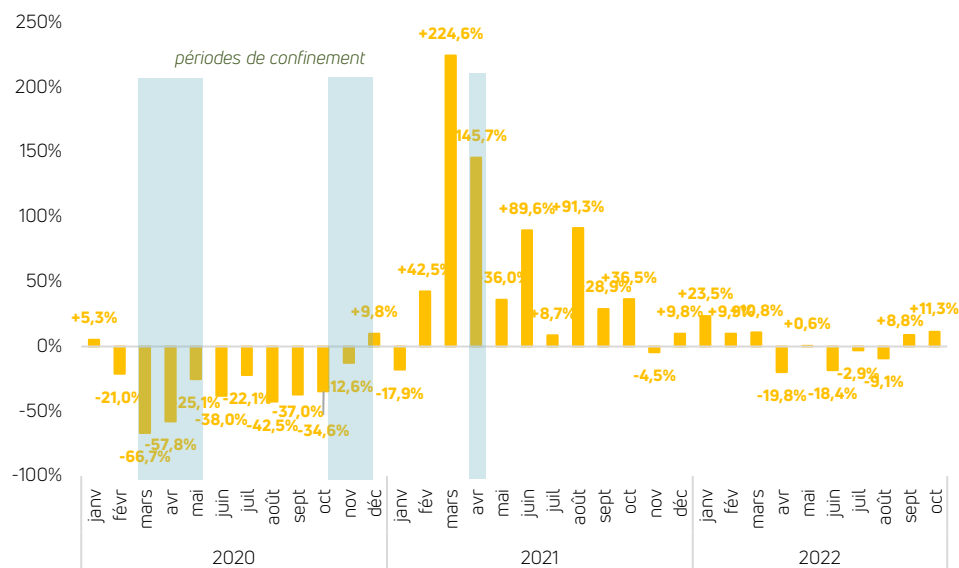
Par rapport à octobre 2021, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre (y compris concours) pour des travaux BTP publiés en Bretagne est en hausse en octobre 2022 (+11,3%).

Comparativement au niveau d'octobre 2019, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP est quasi stable (-0,6%).

Sur 12 mois glissants, à fin octobre 2022, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre est stable (+0,9%) par rapport aux 12 mois précédents. Si on compare par rapport à la période mars 2019 – février 2020 (avant la crise sanitaire), les marchés publics de maîtrise d'œuvre publiés sont en légère hausse (+1,3%).

Évolution mensuelle du nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP en Bretagne

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Vecteur Plus – traitement : Cellule Economique de Bretagne

Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

LA COMMANDE PRIVÉE

Autorisations de logements neufs

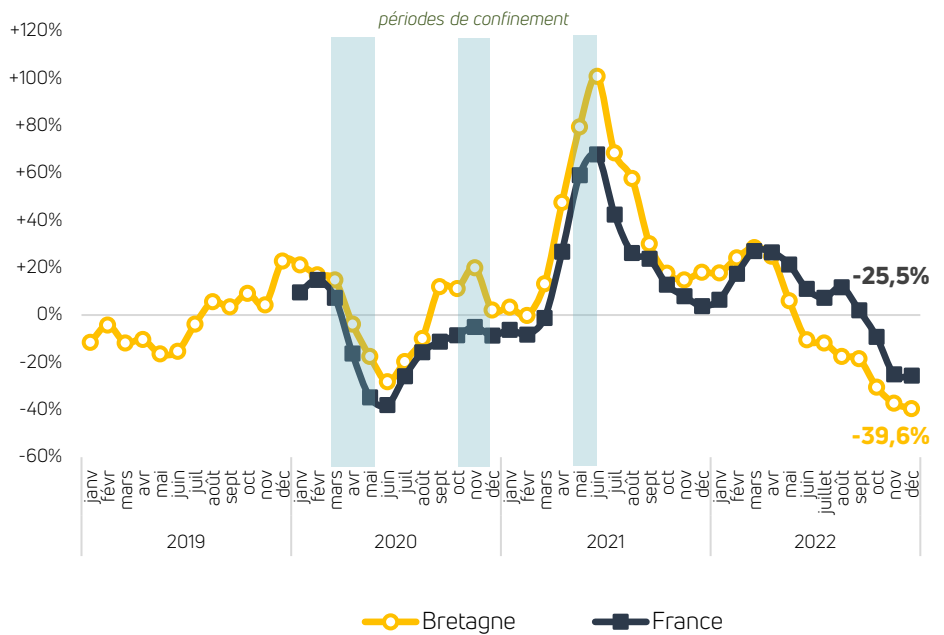
- 27 %
de logements autorisés
au 4^{ème} trimestre 2022
 par rapport à la même période
 de 2019

Au 4^{ème} trimestre 2022, le nombre de logements autorisés est en recul de 39,6 % par rapport à la même période de 2021. Au niveau national, la situation est moins dégradée (-25,5%). Par rapport à la même période de 2019, le nombre de logements autorisés en Bretagne est également en diminution : -27%.

Par rapport à 2021, le nombre de logements autorisés enregistre un recul (-11,8%) alors qu'il reste correctement orienté au niveau national (+3,1%). La baisse des autorisations de logements individuels purs s'accroît, comme au niveau national (-15,3% contre -13,6% au niveau national), tandis que les autorisations de logements individuels groupés progressent (+2,3% mais moins qu'au niveau national, +9,9%). Le nombre de logements collectifs ou en résidence autorisés reste, quant à lui, en recul alors qu'il progresse au niveau national.

Evolution sur trois mois glissants du nombre de logements autorisés par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin décembre 2022

Surfaces autorisées de locaux neufs

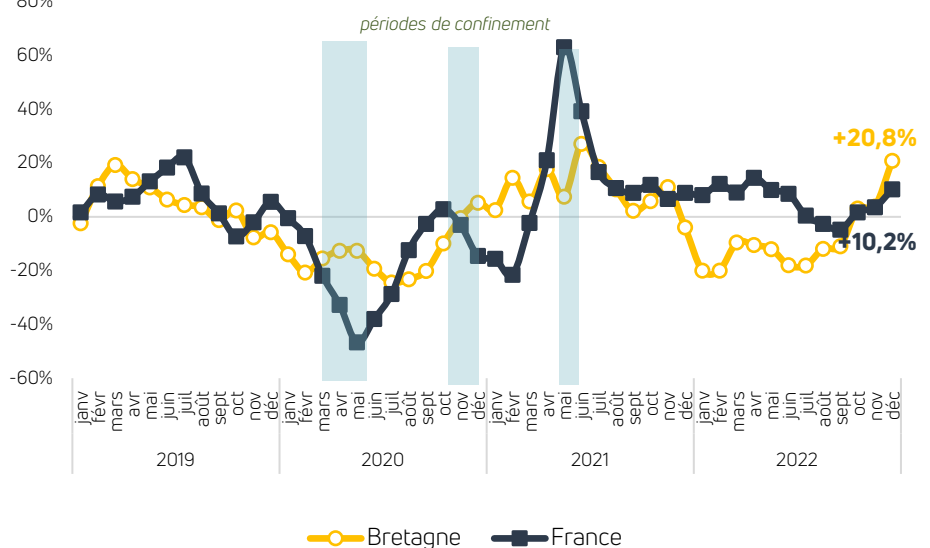
+22,3 % de surfaces autorisées
de locaux neufs
entre oct. et déc. 2022
 par rapport à la même période
 de 2019

Au 4^{ème} trimestre 2022, les surfaces autorisées de locaux en Bretagne sont supérieures aux niveaux enregistrés au cours de la même période de 2021 (+20,8%), et aux niveaux de 2019 (+22,3%). Au niveau national, la situation est également en hausse par rapport à la période octobre-décembre 2021 (+10,2%).

Par rapport à 2021, les surfaces autorisées sont orientées à la baisse (-5,6%) par rapport aux douze mois précédents alors qu'elles augmentent au niveau national (+5,3%). Comme pour les mises en chantier, la Bretagne est l'avant dernière région en termes d'évolution des m2 autorisés, juste devant la région Bourgogne-Franche Comté. C'est le recul de la demande sur le marché des bâtiments agricoles, premier marché en nombre de m2 autorisés en Bretagne, qui explique, en partie, cette évolution.

Evolution sur trois mois glissants des surfaces autorisées de locaux par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte

Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

LA COMMANDE PRIVÉE

Promotion immobilière : Logements neufs réservés à la vente

- 45 % de logements neufs réservés à la vente (ou vendus) au 4^{ème} trimestre 2022

par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

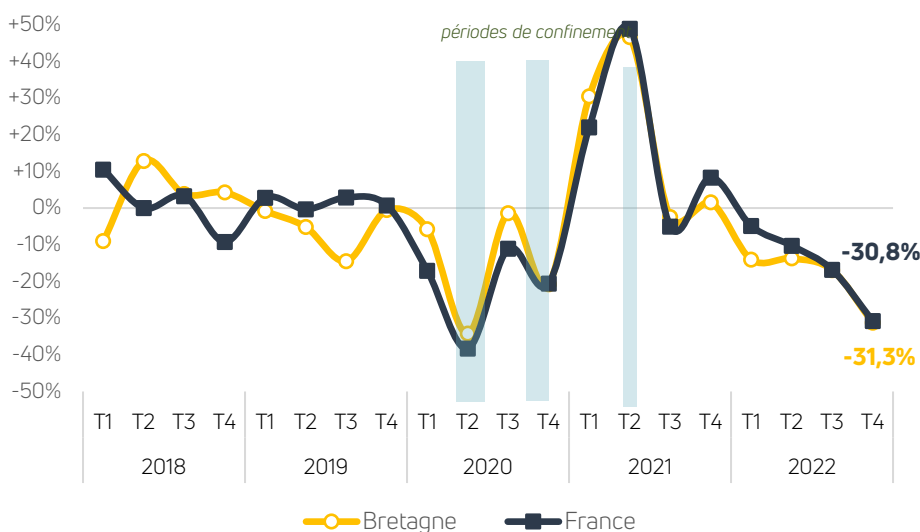
Au cours du 4^{ème} trimestre 2022, 941 logements neufs (individuels groupés et collectifs) ont été réservés à la vente (ou vendus) en Bretagne : ce niveau de ventes est inférieur de 31,3 % au niveau du 4^{ème} trimestre 2021.

Par rapport au 4^{ème} trimestre 2019 (avant-crise), les ventes sont également en fort recul : -45% en Bretagne.

Au niveau national, les ventes ont diminué de 30,8 % au 4^{ème} trimestre 2022 par rapport au 4^{ème} trimestre 2021 et de 40 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2019.

Evolution du nombre de logements individuels groupés et collectifs réservés à la vente par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ECLN

Promotion immobilière : Logements neufs mis en vente

- 39 % de logements neufs mis en vente au 4^{ème} trimestre 2022

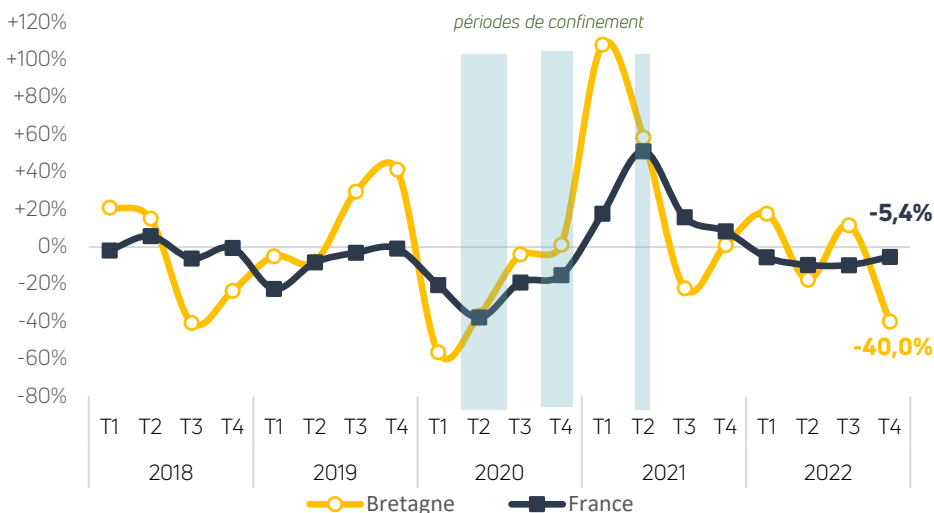
par rapport au 4^{ème} trimestre 2019

831 logements neufs (individuels groupés et collectifs) ont été mis en vente au 4^{ème} trimestre 2022 en Bretagne, en baisse de 40 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2021, et de 39% par rapport au 4^{ème} trimestre 2019.

Au niveau national, le nombre de logements mis en vente reste orienté à la baisse au 4^{ème} trimestre 2022 (-5,4% par rapport au 4^{ème} trimestre 2021 et -13,1% par rapport au 4^{ème} trimestre 2019), ceci sur l'ensemble des marchés.

Evolution du nombre de logements individuels groupés et collectifs mis en vente par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ECLN

Annexe : Lancement du dispositif « Entrées de ville » du programme Action cœur de ville 2

La ministre déléguée chargée des Collectivités Territoriales et de la Ruralité a annoncé, le 20 Février 2023, le lancement du dispositif de requalification des Entrées de ville du programme Action Cœur de ville 2. Fort du succès du premier volet d'Action Cœur de Ville, le Président de la République avait indiqué, lors de la quatrième rencontre nationale Action Cœur de Ville, qu'un second acte serait mis en place pour la période 2023-2026, avec comme fil conducteur la transition écologique et énergétique des territoires.

Action Cœur de Ville 2 élargit son périmètre en intégrant un dispositif de requalification des Entrées de ville. Depuis plusieurs décennies, ces dernières ont pâti de l'absence de vision d'aménagement d'ensemble, et sont souvent mal articulées entre elles et avec les centres-villes. C'est pourquoi, il a été proposé à l'ensemble des territoires labellisés Action Cœur de Ville de bénéficier d'un accompagnement renforcé pour requalifier leurs entrées de ville. Aujourd'hui, 45 collectivités territoriales se sont portées volontaires pour bénéficier d'un soutien méthodologique, technique, financier et surtout adapté à chaque situation locale.

Le plan s'accompagnera d'une nouvelle enveloppe de 5 milliards d'euros – au moins – jusqu'en 2026, composée en partie de prêts. Au total, ce sont près de 40 millions d'euros qui doivent être mobilisés pour les 45 collectivités. Le dispositif prévoit aussi un fonds de 24 millions d'euros pour la requalification des zones commerciales de périphérie. La Banque des Territoires mobilisera également une enveloppe de soutien de 15 millions d'euros.

En Bretagne, Lannion (22) et Morlaix (29) ont été retenues par le gouvernement pour bénéficier de ce dispositif et embellir leur entrée de ville.

Sources : Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, le Télégramme

Sources utilisées dans cette note : Enquête GIE-Réseau des CERC-Cellule Economique de Bretagne, FFB-FRB, FNTP-FRTP, CAPEB, UNICEM, SDDES, Sit@del2, INSEE, ECLN, Vecteur Plus, Banque de France, Pôle Emploi, DARES, Acooss-URSSAF, STMT, DREAL Bretagne

Avec le concours des membres de la Cellule Economique de Bretagne :

Membres fondateurs :	    DREAL Bretagne		
Membres de droit :	Préfecture de la région Bretagne Conseil régional de Bretagne Trésorerie Générale Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF) Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)	Banque de France Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Bretagne (DREETS Bretagne)
Membres actifs :	Aro HLM Bretagne Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque) Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB) Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère Conseil de l'Ordre des Architectes de Bretagne	Crédit Mutuel Arkéa ENEDIS - Direction régionale Bretagne Fédération du BTP des Côtes d'Armor Fédération du BTP du Finistère Fédération du BTP d'Ille & Vilaine Fédération morbihannaise du BTP Fédération Ouest SCOP BTP Fibois Bretagne FNAIM Bretagne	Rennes Métropole Syndicat des négociants en matériaux de construction de Bretagne Territoires et Développement